

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 juin 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 8 juin 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente de la Commission de consolidation de la paix

Je vous remercie de l'invitation qui m'est faite, en ma qualité de Présidente de la Commission de consolidation de la paix, de présenter un avis écrit, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, à l'occasion de la séance consacrée à la région de l'Afrique centrale qui doit avoir lieu le mercredi 8 juin 2022 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

La Présidente de la Commission
de consolidation de la paix
(Signé) Rabab **Fatima**



**Annexe à la lettre datée du 8 juin 2022 adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Présidente de la Commission
de consolidation de la paix**

**Avis adressé au Conseil de sécurité par la Commission
de consolidation de la paix sur la région de l'Afrique centrale**

Au cours des dernières années, la Commission de consolidation de la paix, conformément à son mandat, s'est employée à mobiliser un appui en faveur des efforts régionaux de consolidation de la paix au Tchad, dans le bassin du lac Tchad, en République centrafricaine et au Burundi, dans la région de l'Afrique centrale, notamment par l'intermédiaire de ses formations pays respectives et en étroite coopération avec l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Compte tenu de l'action qu'elle continue de mener, la Commission tient à faire les observations suivantes :

La Commission prend note des efforts que font les autorités de transition tchadiennes pour mettre en œuvre la feuille de route pour la transition adoptée en juillet 2021. Elle espère que le prédialogue qui se tiendra à Doha avec l'opposition armée répondra aux attentes en créant les conditions nécessaires à un accord de paix inclusif prévoyant notamment un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration viable, afin de permettre l'ouverture du dialogue national inclusif.

La Commission salue l'important soutien apporté à la transition en cours par l'Union africaine, ainsi que par d'autres partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux, et se félicite de la nomination récente d'un envoyé de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale pour le Tchad.

La Commission réaffirme sa volonté de continuer d'appuyer les efforts faits par les autorités tchadiennes durant la transition et demande aux partenaires internationaux d'accroître leur soutien politique, technique et financier dans le cadre de la transition, notamment à l'appui du dialogue national, du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration envisagé et des élections.

La Commission se félicite de l'action menée par la Commission du bassin du lac Tchad pour promouvoir l'intégration régionale ainsi que la paix, la sécurité et le développement dans la région du lac Tchad, malgré les multiples problèmes de sécurité que connaît la région. Elle souligne qu'il importe d'appuyer davantage la mise en œuvre de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram en mettant l'accent sur le rôle crucial des plans d'action territoriaux.

La Commission se félicite de l'élargissement de la base d'appui de la Commission du bassin du lac Tchad aux acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix, et note qu'un partenariat durable entre la Commission du bassin du lac Tchad, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'ONU et les gouverneurs des régions touchées aux fins de la mise en œuvre de la stratégie régionale est essentiel à la consolidation de la paix dans la région. La Commission compte que les plateformes de dialogue qui permettent aux principaux acteurs de la mise en œuvre d'interagir avec la société civile et le secteur privé continueront d'être utilisées.

La Commission se félicite des progrès accomplis s'agissant de promouvoir la participation effective des femmes dans la région de l'Afrique centrale et préconise

la poursuite des efforts visant à donner aux femmes et aux jeunes les moyens de participer de façon effective aux mécanismes de gouvernance actuels et futurs.

La Commission se félicite des progrès accomplis au Burundi ces dernières années, notamment des avancées en matière de droits civils et politiques et un certain élargissement de l'espace démocratique, ainsi que des efforts faits par le Gouvernement burundais pour établir des relations avec les pays voisins en vue de promouvoir la paix.

La Commission se félicite de la tenue du dialogue républicain en République centrafricaine et attend avec intérêt la tenue d'élections municipales dans un avenir proche.

La Commission souligne qu'il importe de continuer de mobiliser un appui en faveur des efforts nationaux de consolidation de la paix et de développement dans la région de l'Afrique centrale, notamment par l'intermédiaire du Fonds pour la consolidation de la paix. À cet égard, la Commission se félicite de l'approbation récente des projets du Fonds au Tchad et au Burundi.
